

48962



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: GENERALE

E/ECA/TPCW.3/9

21 avril 1982

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
19-23 avril 1982

RAPPORT D'ENSEMBLE RELATIF AUX ACTIVITES DES INSTITUTIONS
REGIONALES ET SOUS-REGIONALES PARRAINÉES PAR LA CEA
POUR LA PERIODE BIENNALE 1980-1981

TPL/097

**RAPPORT D'ENSEMBLE RELATIF AUX ACTIVITES DES INSTITUTIONS
REGIONALES ET SOUS-REGIONALES PARRAINÉES PAR LA CEA
POUR LA PERIODE BIENNALE 1980-1981**

Introduction

La Conférence des ministres de la CEA lors de sa septième réunion qui s'est tenue à Freetown en avril 1981 a adopté la résolution 409 (XVI) relative aux institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA qui, entre autres, charge le Secrétaire exécutif de la CEA de "présenter tous les deux ans un rapport d'ensemble relatif aux institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission." Le présent document constitue une première tentative du secrétariat en vue de l'élaboration d'un tel rapport pour la période biennale 1980-1981.

En vue d'aider à la préparation dudit rapport, il a été demandé aux chefs de secrétariat de chacune des institutions, de soumettre à la CEA un résumé des activités de leurs institutions pour la période 1980-1981. Le temps dont ils disposaient étant assez court, la tâche a été rendue plus facile en demandant aux responsables desdites institutions de soumettre leur rapport par l'intermédiaire des présidents de leurs groupes de travail respectifs. Il convient de rappeler que cinq groupes de travail avaient été établis au cours de la Conférence inaugurale à laquelle prenaient part 24 institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA et regroupées selon leurs domaines d'activités. Ces domaines sont les suivants : services s'occupant des questions financières et bancaires (quatre institutions); services en matière de ressources de la terre (cinq institutions); développement et services industriels (six institutions); planification et gestion du développement économique et social (six institutions); commerce et transports (trois institutions).

Il a été demandé aux présidents des cinq groupes de travail d'établir des rapports d'ensemble sur la période biennale (programmes de travail) en se basant sur les informations données par les institutions dans leur propre domaine d'activités. Les rapports reçus à ce jour ont été rassemblés et figurent dans le présent document.

**I. GROUPE DE TRAVAIL SUR LES SERVICES S'OCCUPANT
DES QUESTIONS FINANCIERES ET BANCAIRES**

Le Groupe de travail sur les services s'occupant des questions financières et bancaires se compose de représentants des institutions suivantes :

- a) La Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest;
- b) La Banque africaine de développement;
- c) L'Association des banques centrales africaines;
- d) Le Centre africain d'études monétaires.

A. Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest

L'exercice 1980/81 1/ a été marqué par un accroissement important du volume du commerce et autres transactions effectuées selon le mécanisme de compensation. Le total des transactions pour l'exercice s'est élevé à 167 650 305,25 unités de compte de l'Afrique de l'Ouest 2/ soit une augmentation de 54,74 p. 100 par rapport aux 108 349 431 unités de compte de l'Afrique de l'Ouest enregistrées au cours de l'exercice précédent.

Poursuivant ses efforts en vue de promouvoir le commerce au sein des pays des banques membres, la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest a organisé, en octobre 1980, un séminaire pour les pays du second groupe. Comme ce fut le cas lors du séminaire organisé pour les pays du premier groupe, qui s'est tenu en mars 1980, les sujets examinés ont essentiellement porté sur les opérations de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest ainsi que sur le rôle des banques commerciales, en vue de promouvoir le commerce au sein de l'Afrique de l'Ouest. Outre les représentants de chacune des banques commerciales nationales, ont également participé à ce séminaire des représentants des ministères des finances et du commerce ainsi que des représentants des chambres de commerce de chacun de ces pays. De nombreuses organisations internationales de la sous-région et d'ailleurs ont également participé à ce séminaire. La synthèse des rapports et recommandations des séminaires des deux groupes a été faite à la réunion conjointe de toutes les banques commerciales et centrales de la sous-région qui s'est tenue à Freetown (Sierra Leone), en novembre 1980. Certaines des études recommandées sont incluses dans la demande d'assistance soumise au PNUD pour la période 1982-1986.

Une réunion de travail à l'intention des agents techniques représentant la Chambre de compensation dans chacune des banques centrales membres s'est tenue à Freetown (Sierra Leone) en décembre 1980 pour résoudre certains problèmes de pratiques qui se posent pendant le déroulement des transactions qui se font selon le mécanisme de la compensation. Cette réunion a permis d'accroître d'une façon remarquable l'efficacité de tous les intéressés.

A la suite des réunions annuelles qu'ont tenues depuis mai 1977 les banques commerciales de la sous-région, sous les auspices de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, l'Association des banquiers de l'Afrique de l'Ouest a été officiellement créée en août 1981. On espère que les travaux de cette association faciliteront dans une très large mesure les échanges au sein de l'Afrique de l'Ouest.

Au cours de l'exercice 1980/81, la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest a participé aux trois réunions du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe de l'Association des banques centrales africaines, réunions au cours desquelles a été examiné le projet de protocole de la sous-région en vue de la création d'une Chambre de compensation. Le protocole final a été signé par certains des Etats membres.

1/ L'exercice de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest va du 1er septembre au 31 août de l'année suivante.

2/ Une unité de compte de l'Afrique de l'Ouest équivaut à 1 DTS (Droit de tirage spécial) du Fonds monétaire international.

B. Groupe de la Banque africaine de développement

1. Historique

La Banque africaine de développement (BAD) est une institution financière internationale de développement composée actuellement de 50 Etats africains et dont la qualité de membre est ouverte à tous les autres pays africains indépendants. La BAD a été instituée conformément aux statuts signés à Khartoum (Soudan) par 30 Etats africains indépendants en août 1963. La BAD a son siège à Abidjan (Côte d'Ivoire).

La BAD a été une solution collective des Etats africains, dont la plupart venaient d'accéder à l'indépendance, pour promouvoir le développement économique et social afin de relever le niveau de vie de leurs populations. Plusieurs facteurs adverses qui affectent la région ont rendu difficile la réalisation de ces objectifs, notamment la pénurie de capitaux, une technologie peu développée, des marchés restreints sans oublier les caprices de la nature. La BAD a été instituée pour aider à surmonter certains de ces problèmes épineux. En conséquence, le rôle principal de la Banque, conformément aux statuts, consiste à utiliser les ressources financières et techniques dont elle dispose pour promouvoir les projets et programmes pouvant contribuer au développement économique et social des pays membres. A cet effet, il a également été demandé à la Banque de s'occuper plus particulièrement des investissements à caractère multinational afin d'encourager le commerce et le développement intra-africains. En outre, il a été demandé à la BAD de coordonner ses efforts avec d'autres institutions régionales, internationales et bilatérales ayant des objectifs identiques en vue du développement de l'Afrique.

Conformément aux statuts, la BAD est autorisée à créer ou à se voir confier la gestion des fonds spéciaux qui sont conformes à ses objectifs et à son rôle. Le Fonds africain de développement (FAD), créé en 1972 avec la participation des Etats tiers, et le Nigerian Trust Fund (NTF), créé par le Gouvernement nigérian en 1976, entrent tous deux dans la catégorie des fonds spéciaux et forment avec la Banque, le Groupe de la BAD.

2. Capitaux et ressources

Conformément aux termes des statuts, les souscriptions au capital social de la BAD sont essentiellement limitées aux pays africains membres, bien que des négociations visant à prévoir des dispositions devant permettre aux Etats tiers de participer au capital de la Banque soient actuellement en cours. Le capital social de la BAD est constitué par des parts versées et des parts exigibles.

Le capital social initial de la BAD s'élevait à 250 millions de dollars des Etats-Unis, mais à la fin de 1980 il était passé à 1 620 millions de dollars des Etats-Unis. De même, le capital souscrit est passé de 218 millions de dollars des Etats-Unis en 1968 à 1 620 millions de dollars des Etats-Unis à la fin de 1980 avec des parts versées respectivement de 105 et de 405 millions de dollars des Etats-Unis. Cette augmentation substantielle du capital social reflète l'importance prise par les activités de fonctionnement de la Banque depuis la deuxième moitié des années 70 ainsi que le soutien actif des Etats membres.

3. Opérations de prêts du Groupe de la BAD

Au cours de ses premières années, la BAD s'était engagée dans la mise au point d'un mécanisme opérationnel et la formulation des projets d'investissement auxquels les ressources limitées de la Banque pouvaient être consacrées pour en tirer le maximum de profit. Les opérations réelles de prêts étaient donc limitées pendant ces premières années. La Banque a débuté ses opérations en 1976 avec un prêt s'élevant à 2,3 millions de dollars des Etats-Unis.

Commencées en 1974, les opérations de prêts de la BAD ont été complétées par les fonds du FAD et du Nigerian Trust Fund. Le total des prêts du Groupe de la BAD est passé, pour la période 1968-1974, de 252,53 millions de dollars des Etats-Unis à 2 851,3 millions de dollars des Etats-Unis pour la période 1975-1981, soit une augmentation de 11 p. 100 par rapport au volume initial. Le total des prêts du Groupe pour 1981 a été de 635,53 millions de dollars des Etats-Unis, soit un accroissement de 11,3 p. 100 par rapport à 1980. Au 31 décembre 1981, les prêts cumulés du Groupe s'élevaient à 3 106,6 millions de dollars des Etats-Unis, soit 20 p. 100 de plus que l'année précédente. Les prêts de la BAD représentaient 50,8 p. 100 des nouveaux engagements de prêts du Groupe en 1981, ceux du FAD et du Nigerian Trust Fund étant respectivement de 49 et 0,2 p. 100.

Tel qu'il apparaît au tableau 1 relatif à la répartition par secteur des fonds du Groupe de la BAD, l'agriculture se voit accorder un rang de priorité plus élevé et devient le secteur le plus important de l'ensemble du groupe. L'agriculture (y compris le développement rural) a reçu un total de 28,6 p. 100 des prêts du Groupe de la BAD en 1981, comparé aux 27,4 p. 100 qui lui avaient été alloués en 1980. Cumulativement, l'agriculture a reçu la plus grande part des prêts du Groupe de la Banque, soit 26,3 p. 100 au 31 décembre 1981. Les transports et les services publics sont le deuxième secteur le plus important avec respectivement 24,8 p. 100 et 25,2 p. 100 des engagements cumulés.

a) Prêts accordés par la Banque africaine de développement

A la fin du mois de décembre 1981, les prêts cumulés de la BAD s'élevaient à 1 335,020 millions de dollars des Etats-Unis, et le secteur dominant était celui des équipements collectifs (tableau 2). Malgré toute l'importance accordée à ce secteur, la part de l'agriculture a plus que doublé entre 1980 et 1981, démontrant l'importance sans cesse croissante du secteur agricole dans la politique de prêts de la Banque. Entre 1980 et 1981, le pourcentage des prêts alloués à l'enseignement et à la santé a légèrement augmenté, tandis que celui des transports et de l'industrie a baissé. D'un montant de 277,5 millions d'UC, le total des prêts de la BAD s'est accru de 19,2 p. 100 en 1981, contre 11,9 p. 100 en 1980. Trente-cinq projets ont été approuvés pour 24 pays et la moyenne des prêts a été de 7,93 millions d'UC.

b) Prêts accordés par les fonds spéciaux du Groupe de la BAD

1) Le Fonds africain de développement

Le Fonds africain de développement a été créé en 1972 par la Banque africaine de développement avec la participation de pays tiers. Le principal objectif du fonds consiste à mobiliser des prêts consentis à des conditions libérales pour le développement des pays membres de la BAD. En particulier, les ressources du Fonds sont destinées à apporter une assistance spéciale aux pays membres les plus pauvres de la BAD en leur accordant des prêts à long terme sans intérêt pour des projets importants de développement rural et social.

Les ressources du Fonds dépendent des contributions périodiques versées par les participants. La première tranche du FAD, d'environ 327 millions de dollars des Etats-Unis a été entièrement utilisée et couvrait la période 1976 à 1978. Il est prévu que la seconde tranche d'un montant de 712 millions de dollars des Etats-Unis sera totalement utilisée d'ici la fin de 1981. La troisième tranche pour 1982-1984, s'élève à 1,1 milliard de dollars des Etats-Unis.

Vers la fin de 1981, le montant cumulé des prêts s'élevait à 1 190,76 millions d'UCF. La répartition par secteur des prêts du Fonds reflète le caractère prioritaire qu'accorde le Groupe de la BAD à l'agriculture et l'infrastructure. En conséquence le montant cumulé des prêts du FAD se répartissait comme suit : 38,1 p. 100 à l'agriculture, 25,9 p. 100 aux transports et 16,3 p. 100 aux équipements collectifs (tableau 3). La volonté de consacrer la majeure partie des prêts du Fonds consentis à des conditions libérales aux Etats membres les plus pauvres de la BAD se traduit par le fait que, parmi les 25 pays qui bénéficient du programme de prêts pour 1980, 19 sont classés par le Fonds dans la catégorie des pays les plus pauvres (en 1976, le PNB par habitant était inférieur à 280 dollars des Etats-Unis).

D'un montant de 290,22 millions d'UCF en 1981, les engagements du FAD étaient supérieurs de 25 p. 100 à ceux de 1980. Un total de 36 projets, portant sur 26 pays, a été financé et le total de prêts s'élevait en moyenne à 8,06 millions d'UCF. En 1981, la répartition par secteur correspondait aux parts cumulées, indiquant que la priorité avait été accordée à l'agriculture (35,3 p. 100), aux transports (21,9 p. 100) et aux équipements collectifs (16,1 p. 100), tel que le montre le tableau 3.

En 1981, les fonds engagés au titre d'études ne représentaient que 0,4 p. 100 de l'ensemble des engagements, soit un pourcentage sensiblement inférieur à l'objectif de 2,5 p. 100 que s'est fixé le Fonds. On estime que la création d'un compte au titre de l'assistance technique destiné à financer les études incitera les pays membres à fournir des prêts.

11) Nigerian Trust Fund

Le Nigerian Trust Fund a été créé en vertu d'un accord signé, en février 1976, entre la BAD et le Gouvernement nigérian. Il a pour objectif d'assister, dans leurs efforts pour le développement, les Etats membres de la BAD, notamment les plus démunis d'entre eux, en leur accordant des prêts à des conditions moins onéreuses que celles généralement appliquées par la BAD (4 p. 100 contre 8 p. 100 pour la BAD).

Pendant une bonne partie de l'année 1981, il y a eu des négociations entre la BAD et le Gouvernement nigérian à propos des modalités de reconstitution du Nigerian Trust Fund. Il y a eu accord sur un montant de 50 millions de nairas (environ 90 millions de dollars des Etats-Unis).

En 1981, un seul prêt a été accordé par le Nigerian Trust Fund : 1,2 million d'UC au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie. Ce prêt devait servir à financer 80 p. 100 (représentant l'ensemble du coût en devises) du coût total de l'étude du projet rizicole Kapunga/Madibira. En 1980, seul un prêt d'un million d'UC a été accordé à Sao Tomé-et-Principe. Ce prêt devait servir au financement de 81,3 p. 100 du coût total de l'étude de faisabilité sur l'aéroport de Sao Tomé-et-Principe.

Si on tient compte de ce dernier prêt, le montant cumulé des crédits consentis par le Nigerian Trust Fund a atteint, à la fin de 1981, 66,57 millions d'UC contre 65,37 millions en 1980, soit une augmentation de 1,8 p. 100. Le secteur des transports a bénéficié de la part la plus importante du montant cumulé des crédits (27,6 p. 100), suivi par le secteur de l'énergie (19,2 p. 100) et celui des télécommunications (15,2 p. 100).

c) Interventions spéciales

i) Société internationale financière pour les investissements et le développement en Afrique S.A. (SIFIDA) : La société a pour objectif de promouvoir les investissements privés dans les pays africains indépendants. La participation de la BAD s'élève à 390 000 dollars des Etats-Unis. Parmi les autres actionnaires de la société figurent des institutions privées et publiques d'Europe, d'Amérique du Nord et du Moyen-Orient.

ii) Africa-Re (Société africaine d'assurance et de réassurance) : cette société a pour objectif le développement de l'assurance et de la réassurance en Afrique. La participation de la BAD à cette société s'élève à un million de dollars des Etats-Unis sur un capital autorisé de 15 millions de dollars des Etats-Unis. Les autres actionnaires sont les pays membres de la BAD.

iii) Shelter-Afrique : Le lancement de ce projet est prévu pour 1982, le but étant de fournir une assistance à la construction de logements particuliers pour les groupes à revenu intermédiaire et faible en Afrique. La Banque s'est engagée à participer au capital de cette société pour 10 millions de dollars des Etats-Unis.

En 1981, l'examen par la réunion préparatoire finale à Arusha (République-Unie de Tanzanie) des études lancées par la Banque, a abouti à l'adoption, par 17 pays membres de la BAD d'un protocole d'accord sur la création d'une institution financière ayant un capital de 40 millions de dollars des Etats-Unis, et à la mise en place d'un Comité de coordination de cinq membres composé de l'Egypte, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la République-Unie de Tanzanie et de la Sierra Leone.

Le Comité qui a été chargé de prendre toutes les mesures en vue de la constitution de la société "Shelter-Afrique" a tenu ses deux premières réunions à Abidjan en novembre et en décembre 1981. Il a également organisé du 9 au 10 décembre 1981, à Abidjan, une réunion des membres fondateurs à laquelle ont participé 23 pays et au cours de laquelle le Kenya a été choisi comme siège de la société. Les actionnaires potentiels devaient se réunir du 22 au 23 mars 1982 à Nairobi en vue d'examiner et de signer l'Acte constitutif, les statuts et l'Accord de siège relatifs à la société "Shelter-Afrique". Cette réunion sera suivie, le 31 mai 1982, d'une assemblée générale des actionnaires. La société devrait commencer ses opérations au cours du troisième trimestre de l'année 1982.

d) Programmes de coopération

i) Coopération au titre de l'assistance technique

Le programme de coopération technique de la Banque comporte des arrangements bilatéraux en vertu desquels les Etats situés à l'extérieur de la région fournissent des subventions pour le financement d'études de faisabilité, de services consultatifs pour une courte période et assurent la formation du personnel de la BAD. Le montant cumulé des subventions accordées par la Banque au titre du Programme d'assistance technique a atteint à la fin de 1981 29,9 millions d'unités de compte. Ces fonds ont servi au financement de 69 études menées à bien, de 22 qui sont en cours et de dix autres qui font l'objet de négociations. Sur les 69 études achevées, 45 ont débouché sur des projets financés par le Groupe de la Banque.

En 1981, le Groupe de la Banque a reçu, au titre de l'assistance technique bilatérale, 5,42 millions d'unités de compte - soit une augmentation de 20 p. 100 par rapport à 1980 - destinés à financer de services de consultants et des études. Cette somme a été fournie par les Etats-Unis d'Amérique (1,4 million d'unités de compte), la Belgique (1,33 million d'unités de compte), le Danemark (0,75 million d'unités de compte), la Suisse (0,64 million d'unités de compte), le Canada (0,48 million d'unités de compte), la Finlande (0,35 million d'unités de compte), la Suède (0,32 million d'unités de compte) et la Norvège (0,15 million d'unités de compte). Par ailleurs, le Japon a directement financé deux études effectuées dans des pays membres.

11) Coopération entre les institutions

En 1980-1981, le Groupe de la BAD a poursuivi une coopération étroite et fructueuse avec le Groupe de la Banque mondiale, des organes et des institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies (PNUD, OMS, UNESCO, FAO, FIDA, UIT et ONUDI). D'autres programmes de coopération fructueuse ont été établis avec l'OUA, le CADA, le Conseil mondial de l'alimentation, les banques régionales de développement, l'OPEP et les Fonds arabes pour le développement (de l'Arabie saoudite, du Kuwait et d'Abu Dhabi). Parmi les avantages tirés de cette coopération il y a eu des consultations sur certains problèmes cruciaux de développement, la formation et l'échange de personnel, l'élaboration des projets et le co-financement.

En vue de contribuer à la formation du personnel des pays membres, la Banque a organisé des séminaires à l'intention du personnel francophone et anglophone travaillant dans les banques nationales de développement et dans les organismes publics chargés de la gestion des prêts consentis par la Banque et par d'autres institutions internationales.

4. Mesures énoncées dans le Plan d'action de Lagos et concernant la BAD

Le Groupe de la Banque africaine de développement a entamé les années 80 alors que les perspectives économiques dans la plupart des pays membres étaient peu encourageantes. Cette situation n'a pas sensiblement changé en 1981. La plupart de ces pays ont enregistré des taux de croissance variant entre 0 et 5 p. 100; du fait de l'accroissement démographique rapide, le PIB par habitant, estime-t-on, a diminué dans de nombreux pays. La croissance économique et le développement ont été entravés par la dépendance à l'égard d'importations coûteuses d'hydrocarbures, le triplement du déficit global de la balance des paiements, la chute des prix des produits de base exportés, l'insuffisance des infrastructures et la médiocrité de la situation alimentaire. Parallèlement, les tendances inflationnistes et récessionnistes ont persisté.

En vue de remédier à ces difficultés économiques sérieuses, les gouvernements africains ont en 1980 lancé le Plan d'action de Lagos. Ce Plan préconise essentiellement l'élaboration de plans réalistes en vue du développement économique futur de la région africaine. Dans ce contexte, on fait ressortir dans le Plan l'importance qu'il y a à aborder le développement équilibré des ressources dans une optique régionale et on met l'accent sur la nécessité d'atteindre, d'ici à la fin des années 80, l'autosuffisance dans la production alimentaire. En vue de réaliser les objectifs énoncés dans le Plan, les gouvernements africains ont noté l'importance d'une assistance financière accrue de la part des pays développés et des institutions internationales. Le Plan d'action de Lagos stipule notamment : "que les moyens financiers de la Banque africaine de développement soient renforcés afin qu'elle puisse fournir une plus grande assistance aux pays africains et en particulier aux moins avancés de la région". Le Plan d'action de Lagos contient des recommandations portant sur les principaux aspects du développement notamment la production et la sécurité alimentaires, les ressources naturelles et l'énergie,

la mise en valeur des ressources humaines, les transports et communications, le commerce et les finances et les pays africains les moins avancés. Les exemples donnés ci-après illustrent les activités que le Groupe de la BAD a effectuées durant 1980-1981 en vue de faire avancer la réalisation des objectifs énoncés par le Plan dans ces domaines.

a) Production et sécurité alimentaires

En application du Plan d'action de Lagos en général et sur l'initiative particulière du Conseil mondial de l'alimentation, le Groupe de la BAD aide les pays membres à élaborer des stratégies nationales dans le secteur alimentaire. Il a en 1981 aidé le Gouvernement de Madagascar à définir une telle stratégie. Le Groupe de la BAD est également disposé à être l'organisme responsable chargé de recruter les experts techniques qui aideront les pays membres à effectuer les études proprement dites.

En ce qui concerne les projets, 25 prêts ont été approuvés, en 1980 et 1981, au titre de projets agricoles et de développement rural directement liés à la production alimentaire (voir tableau 4). Ce chiffre ne comprend pas les projets relatifs au thé et au café, qui sont essentiellement destinés à l'exportation.

b) Ressources naturelles et énergie

En 1980 et en 1981, le Groupe de la BAD a approuvé les projets concernant la production électrique (voir tableau 5). Pour permettre d'élaborer des directives en matière de politique, une étude a été menée sur l'ampleur du problème énergétique dans certains pays membres et sur l'assistance que pouvait fournir le Groupe de la BAD. En plus du secteur de l'électricité, cette étude porte sur les moyens de mettre en valeur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables dans ces pays.

c) Mise en valeur des ressources humaines

Le Groupe de la BAD contribue à la mise en valeur des ressources humaines dans les pays membres par l'octroi de prêts au titre de projets et par des activités directes de formation. En 1980 et 1981, le Groupe a financé 13 projets sur la formation et les services dans les domaines de la santé et de l'éducation (tableau 6). Dans son centre de formation, le Groupe de la Banque organise régulièrement des cours pour l'élaboration et l'exécution des projets à l'intention du personnel des organismes publics et semi-publics. Par ailleurs, la création d'institutions constitue toujours un élément principal dans les projets du Groupe. Toutes les mesures mentionnées visent à permettre aux pays membres d'augmenter leur capacité d'absorption des ressources destinées au développement.

d) Transports et communications

La Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1978-1988) est une partie intégrante de la Stratégie appliquée par le Groupe de la BAD dans l'élaboration des projets. Le Groupe s'est associé au programme sous-régional de la SADCC et des projets ont été identifiés à cet effet. Le programme élargi du PANAFTEL a été inclus dans l'accord de coopération conclu entre le Groupe de la Banque et le PANAFTEL. Au cours de 1980 et de 1981, le Groupe de la BAD a financé 34 prêts au titre de projets routiers, de transports et de communications (tableaux 7 et 8).

e) Commerce et finances

Les activités effectuées par le Groupe de la BAD pour le développement du secteur financier portent essentiellement sur la création éventuelle d'une union monétaire africaine. Dans le Plan d'action de Lagos, il a été suggéré que le Groupe de la BAD, en collaboration avec le Centre africain d'études monétaires et l'Association des banques centrales africaines, effectue, en 1982, une étude précisant les différentes phases du projet jusqu'à l'an 2000 nécessaires à la réalisation de cet objectif. Cette question fait actuellement l'objet d'un examen. La contribution du Groupe de la BAD à la formulation d'une politique commerciale s'est faite de façon indirecte dans le cadre d'une participation aux réunions sur les accords relatifs aux produits de base et sur les relations commerciales, comme les réunions ACP-CEE.

f) Pays les moins avancés

Dans leurs politiques en matière de crédits, le FAD et le Fonds d'affectation spéciale du Nigéria mettent un accent tout particulier sur l'assistance aux pays les moins avancés. Au cours de 1980 et de 1981, 64,2 p. 100 des prêts accordés par le Groupe de la BAD sont allés aux pays appartenant au groupe des pays ayant le plus faible revenu dans la classification faite par la BAD (PNB par habitant inférieur à 280 dollars des Etats-Unis en 1976). La BAD a également participé à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

Tableau 1

Ventilation par secteur des prêts consentis par le Groupe de la BAN en 1980 et 1981 et total cumulé (Millions de dollars des Etats-Unis)

Secteur	1981	Pourcentage du total des prêts 1980	Pourcentage du total des prêts	Montant cumulatif	Pourcentage des prêts au 31 décembre 1981
Agriculture	181,53	28,57	27,41	816,63	26,29
Transports	131,28	20,66	25,13	772,49	24,87
Equipements collectifs	132,04	20,78	18,16	782,00	25,17
Banques pour l'industrie et le développement	12,52	19,12	22,84	487,47	15,69
Educacion et santé	69,10	10,87	6,45	248,01	7,98
TOTAL	635,53	100,00	100,00	3,106,60	100,00

Note : Certains chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre pas à la somme des parties.

Tableau 2

Ventilation par secteur des prêts consentis par la BAD en 1980 et 1981 et total cumulatif (Millions d'UCB) a/

Secteur	1981	Pourcentage du total des prêts	1980	Pourcentage du total des prêts	Montant cumulatif	Pourcentage des prêts à la date du 31 décembre 1981
Agriculture	60,58	21,83	23,90	10,27	226,62	16,98
Transports	54,30	19,57	55,30	23,76	315,86	23,66
Equipements collectifs	70,32	25,34	58,03	24,93	429,35	32,16
Banques pour l'industrie et le développement	82,30	29,66	87,50	37,60	335,19	25,10
Education et santé	10,00	3,60	8,00	3,44	28,00	2,10
TOTAL	277,50	100,00	232,73	100,00	1 335,02	100,00

a/ 1 UCB valait 1,16396 dollars des Etats-Unis en 1981

Tableau 3

Ventilation par secteur des prêts consentis par le FAD en 1980 et 1981 et total cumulatf (Millions d'UCF) a/

Secteur	1981	Pourcentage du total des prêts	1980	Pourcentage du total des prêts	Montant cumulatf	Pourcentage des prêts à la date du 31 décembre 1981
Agriculture	102,30	35,3	107,25	46,2	453,47	38,1
Transports	63,50	21,9	61,00	26,3	308,77	25,9
Equipements collectifs	46,82	16,1	25,22	10,9	194,20	16,3
Banques pour l'industrie et le développement	24,00	8,3	16,00	6,9	55,00	4,6
Education et santé	53,60	18,5	22,70	9,8	179,32	15,1
TOTAL	290,22	100,00	232,17	100,00	1 190,76	100,00

Note : Certains chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des parties.

a/ 1 UCF valais 1,07207 dollars des Etats-Unis en 1981

Tableau 4

Projets relatifs à la production alimentaire pour
lesquels des prêts de la BAD et du FAD ont été
approuvés durant 1980 et 1981
 (Millions d'UC ou d'UCF)

Projets	BAD	FAD
Botswana - mise en valeur des terres arables	7,2	6,7
Burundi - développement rural du Rumonge	6,4	10,3
Congo - développement rural du Buzanza	5,4	8,0
République-Unie du Cameroun - développement de l'agriculture	5,4	
Egypte - développement rural d'El Behira	10,0	
Guinée - développement de la riziculture dans le Sigui		8,0
Lesotho - développement rural intégré du Phuthiatsen		8,0
Madagascar - développement de la riziculture		10,0
Mali - développement rural du Selingue		11,0
Maroc - complexe intégré pour l'élevage de la volaille dans le Tensift	10,0	
Mozambique - développement agricole d'Inhassane		8,0
Mozambique - développement rural dans la zone du Zambeze	7,5	
Rwanda - développement rural intégré du Byumba		10,0
Sierra Leone - projet VII relatif au palmier à huile	2,5	
Sierra Leone - développement rural intégré au Nord		7,3
Somalie - projet d'irrigation Afgoi-Mordile		8,0
Soudan - projet d'irrigation du New Halfa		8,25
Soudan - projet d'installation de pompes sur le Nil bleu		8,3
Soudan - production de semences	7,1	8,0
Soudan - Crédit agricole		8,0
République-Unie de Tanzanie - projet rizicole du Dakawa	4,5	3,4
République-Unie de Tanzanie - Riziculture à Zanzibar		8,0
Togo - développement agricole du Mandouri		8,0
Ouganda - réaménagement des parcours	10,0	
Zambie - développement agricole de la province de l'Ouest	4,0	8,0
TOTAL	74,6	155,25

Tableau 5

Projets énergétiques pour lesquels des prêts de la BAD et du FAD ont été approuvés
durant 1980 et 1981 (millions d'UC ou d'UCF)

	BAD	FAD
Egypte - projet énergétique du Shoubra El Kheima	10,0	
Egypte - électrification		8,0
Gabon - compagnie d'eau et d'électricité	5,3	
Guinée - étude sur la distribution d'eau et d'électricité		1,5
Malawi - électrification des zones rurales		6,1
Maroc - électricité	10,0	
Swaziland - projet hydro-électrique du Lupohlo Ezulwini	6,5	
Tunisie - électrification des zones rurales	10,0	
TOTAL	41,8	15,6

Tableau 6

Projets du Groupe de la BAD en matière de santé et d'éducation (ressources humaines) 1980-1981 (Millions d'UC)

<u>Pays et projet</u>	<u>BAD</u>	<u>FAD</u>
<u>Botswana</u> école normale secondaire		8,00
<u>Cap-Vert</u> développement de la formation et des services de santé		8,00
<u>Comores</u> projet sur l'éducation		6,70
<u>Egypte</u> projet de lutte contre la bilharzia		8,00
<u>Guinée équatoriale</u> projet relatif à un institut agronomique		7,60
<u>Côte-d'Ivoire</u> projet sur l'enseignement secondaire	8,00	
<u>Madagascar</u> projet dans le domaine de la santé		8,00
<u>Malawi</u> projet dans le domaine de la santé rurale		8,00
Enseignement primaire et supérieur		8,00
<u>Mauritanie</u> centre de formation de professeurs adjoints pour le secondaire		6,00
<u>Rwanda</u> projet de développement du secteur de la santé		8,00
<u>Tunisie</u> CHU de Sousse	10,00	
TOTAL	18,00	76,80

Tableau 7

Projets du Groupe de la BAD en matière de transports 1980-1981 (Millions d'UC ou d'UCF)

Pays et projet		BAD	FAD	NTF
<u>Bénin</u>	route Pobe-Ketou		8,00	
	route Dogbo - Azove		0,30	
<u>Burundi</u>	Bujumbura-Mutambara		1,40	
	Mutambara-Nyanza Jao		10,00	
	Ngozi-Muyinzo-Kolbao		12,00	
	Extension de l'aéroport international de Bujumbura	10,00		
<u>République-Unie du Cameroun</u>	route Yaoundé-Douala	10,00		
<u>Cap-Vert</u>	Atelier de réparations navales de Sao Vicente	10,000		
<u>Tchad</u>	Programme de reconstruction		14,00	
<u>Comores</u>	port de Mutsamuda	10,00		
	entretien des routes		5,50	
<u>Ethiopie</u>	routes rurales		8,00	
	projet II de routes rurales		12,00	
<u>Gambie</u>	route Lamin Koto Passimau			
<u>Ghana</u>	projet ferroviaire	10,00		
<u>Guinée Bissau</u>	Joint Heglwaz (Suppl.)		4,60	
	Aéroport de Bissanlarea		10,00	
<u>Kenya</u>	route Nakwa-Nyahurwru	9,00		
	projet ferroviaire	10,00		
<u>Lesotho</u>	route Khamara		6,10	
<u>Mali</u>	route trans-saharienne Seore-San		12,00	
<u>Maurice</u>	réfection des routes et des ponts		3,70	
<u>Rwanda</u>	route Cyangugu-Ntendezi		10,00	
<u>Sao-Tomé-et-Principe</u>	étude sur l'extension de l'aéroport			1,00
<u>Sierra Leone</u>	entretien des routes		7,00	
<u>Swaziland</u>	projet routier	5,30		
<u>Haute-Volta</u>	études sur la route Niger-Doci Tera-Niamey		1,30	
<u>Zaire</u>	projet Onalra	10,00		
TOTAL		84,30	116,30	1,00

Tableau 8

Projets du Groupe de la BAD dans le domaine des télécommunications,
1980-1981 (Millions d'UC)

Pays et projet	BAD
Botswana projet II télécommunications	10,00
République centrafricaine - télécommunications	10,00
Guinée - Télécommunications (additionnelles)	4,50
Swaziland - Projet III de télécommunications	7,82
Lesotho - Projet de télécommunications	8,73
TOTAL	41,05

C. Association des banques centrales africaines et
Centre africain d'études monétaires

1. Situation financière actuelle de l'Afrique

Le Plan d'action de Lagos, qui a été adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement en 1980, exprime le mécontentement des dirigeants africains à propos des résultats atteints par leurs économies respectives au cours des années 70 ainsi que leur détermination à modifier la structure économique de base de façon à assurer une croissance rapide et soutenue au cours des années 80. Les objectifs du Plan sont fixés aux niveaux national, sous-régional, régional et international mais l'objectif commun à tous les niveaux est la promotion d'une intégration économique satisfaisante et la restructuration de l'économie de tous les pays africains aux fins de l'autonomie collective qui devrait également jeter les bases de nouvelles relations économiques internationales. Dans le domaine des questions monétaires et financières, le Plan préconise la création ou l'intégration d'institutions africaines de paiements et de transfert aux niveaux national et régional. Au niveau régional, l'autonomie collective et l'assistance financière mutuelle devraient impliquer le renforcement de la Banque africaine de développement ainsi que la création d'un fonds monétaire africain et d'un fonds africain de garantie mutuelle et de solidarité. Au niveau international, les pays africains sont instamment priés de redoubler d'efforts pour reprendre les négociations internationales sur une réforme internationale du système monétaire international, de prendre les mesures nécessaires en vue de la mise en place d'un cadre international adéquat pour soutenir leur efforts de développement et de lancer un appel aux pays industrialisés et aux organismes financiers internationaux pour qu'ils apportent une assistance financière accrue à l'Afrique.

Le Plan a été élaboré pour répondre à la détérioration continue des conditions dans lesquelles s'opère le développement économique interne des pays africains, à l'ouverture de plus en plus rapide de leur économie depuis 1970 qui s'est traduite par une diminution des échanges intra-africains (5 p. 100 en 1970 contre 3,9 p. 100 seulement en 1980) et à la détérioration persistante de la situation financière nationale et internationale de la plupart des pays africains. En fait, les résultats obtenus par l'ensemble du continent africain en 1980 et 1981 ont été plutôt décevants.

Les résultats enregistrés dans le secteur de l'agriculture ont variés considérablement d'un pays à l'autre. Néanmoins, l'augmentation générale de la production alimentaire est loin en deça de l'accroissement de la population et il s'ensuit que les déficits alimentaires ont continués d'augmenter. Par ailleurs, les cours des principaux produits de base alimentaire (blé, riz, etc.) ont augmenté considérablement sur les marchés internationaux en raison de la faiblesse de la production. Il s'en est suivi une augmentation sensible de la valeur des importations alimentaires. Il ressort du tableau 9 que la valeur des produits de base alimentaires importés par les pays africains s'est chiffrée à 6 milliards de dollars des Etats-Unis en 1980 contre 4,2 milliards de dollars en 1978, soit une augmentation de 43 p.100. En 1980 la valeur des importations alimentaires a représenté 23,7 p.100 de celle des exportations et 4,1 p.100 du PIB. La situation ne s'est pas améliorée en 1981 en raison de la persistance de la sécheresse dans les pays du Sahel. D'autres crises n'ont fait qu'aggraver les difficultés économiques des pays et leurs problèmes de financement.

La deuxième crise du pétrole a eu de graves repercussions sur l'économie des pays africains. La facture pétrolière des pays africains est passée de 2,9 milliards de dollars en 1978 à 7,4 milliards de dollars en 1980, absorbant près du tiers des recettes d'exportation en 1980 contre 14 p. 100 en 1974. Par rapport au PIB, la valeur des importations de pétrole a représenté 5,1 p.100 en 1980 contre 1,2 p.100 en 1973 (voir tableau 9). La situation a eu de graves repercussions sur la balance des paiements des pays africains non producteurs de pétrole, qui accuse un déficit permanent.

Il convient d'ajouter les répercussions de la facture pétrolière sur le déficit de la balance des paiements des pays non exportateurs de pétrole à la détérioration des termes de l'échange.

En 1978, l'indice des termes de l'échange de 13 pays africains est resté bien en de-çà du niveau de base (100 en 1979). L'indice est tombé à 56 p.100 entre 1970 et 1978 pour un pays africain (voir tableau 11).

En outre, le compte des services des pays africains a accusé des déficits chroniques à la suite de la lenteur du transfert de technologie. Cette situation a également eu d'importantes répercussions sur la balance des paiements (tableau 11).

Les problèmes susmentionnés, par exemple, l'accroissement des prix du pétrole, la détérioration des termes de l'échange, l'insécurité alimentaire et les déficits du compte des services, auxquels sont venues s'ajouter des difficultés au niveau de la gestion intérieure, ont engendré une augmentation considérable du déficit du compte des opérations courantes de la balance des paiements des pays africains non exportateurs de pétrole. Pour l'ensemble de l'Afrique, le déficit du compte des opérations courantes a continué à augmenter, passant à 10,3 milliards de dollars en 1980 contre 8,4 millions de dollars en 1979.

a) Ressources financières

Le volume des ressources financières de toutes ressources dont a bénéficié l'Afrique a augmenté régulièrement entre 1970 et 1978. Il est passé de 3,1 milliards de dollars en 1970 à 4,1 milliards de dollars en 1973 pour atteindre 19 milliards de dollars en 1978. Néanmoins, cette tendance à la hausse a pris fin en 1979 lorsqu'une baisse importante a été enregistrée. Au cours de cette année, le volume des ressources financières est tombé à 16,6 milliards de dollars.

La part de l'Afrique dans le volume total net des ressources en faveur des pays en développement est passée de 15,7 p.100 en 1970 à 23,2 p.100 en 1978 pour tomber ensuite à 21 p.100 en 1978. Il convient de noter que les pays africains non exportateurs de pétrole ont bénéficié de la plupart de ces apports de ressources. Ils ont reçu environ trois quarts des ressources destinées au continent. Ces ressources se sont chiffrées à 13,6 milliards de dollars en 1979 contre 2,2 milliards de dollars en 1970. Il convient également de noter que l'aide publique au développement (APD) a diminué par rapport au volume de l'aide en provenance d'autres sources. En fait, la diminution générale de l'APD résulte du fait que la part de l'aide bilatérale de l'APD est passée, en valeur relative, de 64 p. 100 en 1970 à 45 p.100 en 1979. La diminution, en valeur relative, de la part de l'APD s'est soldée par une baisse de la proportion du passif extérieur de ces pays constituée par la dette publique et par une augmentation de la part de la dette privée extérieure.

Il ressort du tableau 12 que la dette privée s'est considérablement accrue. En chiffres relatifs, elle représentait 32 p.100 de l'encours de la dette des pays africains en 1970 et 46 p.100 en 1978.

Cette évolution de la structure du financement extérieur de l'économie des pays africains a eu d'importantes répercussions sur le service de la dette.

b) Service de la dette

Au cours de la période 1970-1978, le montant du service de la dette s'est accru très rapidement (tableau 12), passant de 0,85 milliard de dollars en 1970 à 2,82 milliards de dollars en 1976 pour atteindre 5,6 milliards de dollars en 1978. Entre 1970 et 1978, le montant du service de la dette a septuplé en chiffres absolus. Les problèmes que rencontrent les pays africains pour assurer le service de la dette sont liés aux sources étrangères de financement qui déterminent non seulement les montants des emprunts mais également les conditions auxquelles ils sont consentis. Au cours de la période 1970-1978, les conditions d'emprunt et de remboursement sont devenues plus sévères, c'est-à-dire qu'en moyenne les échéances fixées pour le remboursement des emprunts se sont rapprochées tandis que les taux d'emprunt moyens ont été relevés. Cela s'explique par le fait que l'augmentation des financements étrangers privés a été relativement plus importante que l'augmentation des financements de sources publiques.

c) Monnaie et change

Les fluctuations des taux de change des principales monnaies modifient à la fois le taux de change réel des pays et les prix, exprimés en monnaie locale, de leurs importations et exportations. Ces fluctuations ont aggravé l'incertitude monétaire et financière et ont posé de sérieux problèmes aux pays africains en ce qui concerne la gestion de leurs réserves de devises. Il n'est plus possible de faire des projections sûres du coût du service de la dette, ce qui non seulement rend difficile la gestion de la dette publique mais complique également les problèmes de gestion économique en général et, partant, toute planification de l'économie. La non convertibilité des monnaies africaines pose des problèmes de change dans les diverses sous-régions et au niveau de l'Afrique toute entière et entrave sérieusement l'expansion des échanges intra-africains.

L'activité sur le marché des changes parallèles aux frontières s'est intensifiée et la surévaluation progressive des monnaies nationales à la lumière de la situation internationale est devenue de plus en plus inquiétante.

La section ci-après porte sur les initiatives prises par les institutions monétaires et financières africaines pour tenter de résoudre ces problèmes.

2. Activités de l'Association des banques centrales africaines et du Centre africain d'études monétaires dans le cadre du Plan d'action de Lagos

Les activités de l'Association des banques centrales africaines et du Centre africain d'études monétaires s'exercent dans trois grands domaines : recherche et diffusion d'informations, éducation et promotion de la coopération monétaire à l'intérieur de la région.

a) Recherche

Des études ont été consacrées à l'harmonisation des législations et pratiques en matière de contrôle des changes dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest (1980), de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1981), de l'Afrique du Nord (1981) et de l'Afrique du Centre (1982). Ces études, dont l'objectif est de réaliser une expansion des échanges intra-africains, indiquent les domaines dans lesquels les diverses législations et les différentes pratiques pourraient être harmonisées en vue de faciliter lesdits échanges.

Des études consacrées aux systèmes monétaires et financiers des régions de l'Afrique de l'Ouest (1981), de l'Afrique du Centre (1981), et de l'Afrique du Nord ont été achevées. Une quatrième étude, consacrée à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique australe, est en cours.

Ces séries d'études sont destinées à jeter la lumière sur la nature des opérations du système financier africain et à indiquer l'ampleur de la coopération.

Deux études ont porté sur l'évolution de la situation internationale, en particulier les événements qui ont des répercussions sur l'économie des pays africains. Il s'agit des suivantes : "Incidences du système monétaire européen sur l'économie des pays africains" et "Reformes du système monétaire international". Alors que la première donne un certain nombre d'indications concernant les effets probables sur l'économie des pays africains, la deuxième met l'accent sur les problèmes auxquels il faut trouver une solution afin que, si et quand le système monétaire international est réformé, l'intérêt de l'Afrique soit dûment pris en considération.

En outre, grâce à ses publications mensuelles, trimestrielles et annuelles, le Centre tient les banques centrales et d'autres institutions analogues en Afrique au courant des faits nouveaux qui surviennent dans les domaines monétaires et financiers qui intéressent les pays africains.

b) Formation

Le programme de formation vise à améliorer les compétences du personnel des banques centrales membres en assurant des échanges de données d'expérience et l'établissement de liens durables entre les fonctionnaires.

Au cours de la période 1980-1981, les quatre séminaires suivants ont été organisés :

- i) La gestion des devises, tenu à Nairobi (Kenya) du 19 au 30 mai 1980;
- ii) Les problèmes monétaires internationaux et les économies africaines, tenu à Tanger (Maroc) du 24 novembre au 5 décembre 1980;
- iii) Les économies africaines et le marché des euro-monnaies, tenu à Mbabane (Swaziland) du 4 au 15 mai 1980;
- iv) La gestion monétaire en Afrique, tenu à Lomé (Togo) du 23 novembre au 5 décembre 1981.

Le nombre de participants à ces séminaires a été en moyenne de 65 hauts fonctionnaires de banques centrales membres de l'Association des banques centrales africaines. Ces séminaires ont permis aux fonctionnaires des banques centrales de se connaître personnellement et de renforcer ainsi les relations entre ces banques. Par ailleurs, les participants ont échangé des données d'expérience sur des problèmes communs ainsi que sur des questions d'ordre international qui ont des répercussions au niveau des pays africains. Les études rédigées et présentées aux séminaires ainsi que les discussions qui ont suivi la présentation des études ont non seulement fourni des renseignements utiles sur les résultats de recherches mais ont également permis aux participants et autres intéressés de mieux comprendre les problèmes monétaires et financiers de l'Afrique. Des contacts ont également été maintenus grâce au programme de placement inter-banques. Au titre de ce programme, les, banques centrales membres de l'Association des banques centrales africaines peuvent prendre des dispositions, par l'intermédiaire du Centre africain d'études monétaires, en vue de placer du personnel d'une banque centrale dans une autre banque aux fins de formation en cours d'emploi. Les contacts personnels établis à l'occasion de ces échanges sont indispensables pour la coopération monétaire aux niveaux sous-régional et régional.

Le programme de formation prévoit également l'organisation d'un colloque international tous les deux ans. L'objet de ces colloques est de constituer un cadre pour la discussion de problèmes monétaires, financiers et bancaires internationaux qui ont d'importantes répercussions au niveau de l'Afrique. En outre, les responsables espèrent que ces colloques permettront de promouvoir un échange d'idées d'ordre académique et professionnel entre les dirigeants des banques centrales africaines, d'une part, et des spécialistes, chercheurs et professionnels africains du monde entier, dont les travaux sont particulièrement importants pour l'économie des pays africains, d'autre part.

Le premier de ces colloques a eu lieu à Dakar du 21 au 24 janvier 1980. Trois-cent-soixante participants représentant 103 organisations du monde entier, y compris 19 banques centrales membres, y ont assisté. Le colloque a également attiré d'éminents spécialistes internationaux de la théorie et de la politique monétaires internationales. Des rapports ont été présentés par d'éminents spécialistes africains.

c) Coopération monétaire et financière

Les discussions de la conférence économique internationale et les résultats découlant de la coopération économique globale avec les pays développés ont fait ressortir l'importance d'un renforcement de l'autorité collective et, partant, de la coopération économique et financière entre pays africains. L'Association des banques centrales africaines et les gouvernements sous-régionaux se sont non seulement réunis régulièrement et analysé de la manière considérée mais ont également fait d'importants progrès dans le domaine de la conclusion d'accords de compensation et de paiements.

En Afrique de Centre, trois importantes initiatives ont été prises dans le domaine de la coopération monétaire et financière en 1979. En octobre, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a convenu de créer un marché monétaire dans ses pays membres dans un proche avenir. L'accès à ce marché serait initialement limité aux institutions bancaires. Au début de cette année, la BEAC et la Banque du Zaïre ont signé un accord portant création d'une chambre de compensation de l'Afrique du Centre qui a commencé à fonctionner en septembre 1981. En 1979, déjà, le Rwanda, le Burundi, et le Zaïre avaient signé un accord de paiements qui devrait, entre autres choses, simplifier les règles régissant les transactions commerciales et les méthodes de paiements entre les trois pays. Parmi d'autres initiatives, il convient de citer la signature d'un accord bilatéral entre le Zaïre et l'Angola, en 1981 et la conclusion d'un accord de principe par le Comité sous-régional de l'Afrique du Centre de l'Association des banques centrales africaines en 1981 en vue de créer une association des banques commerciales de la sous-région.

Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, les gouverneurs se sont attelés à la recherche d'une solution aux problèmes de la non convertibilité des monnaies et ont examiné les amendements approuvés aux statuts qui devraient permettre le fonctionnement efficace de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. En août 1981, l'Association des banques commerciales ouest-africaines, qui réunit toutes les banques commerciales de la sous-région a été inaugurée. Parmi les objectifs de la nouvelle Association, il convient de citer la collecte et l'échange d'informations sur les pratiques bancaires, la promotion et le renforcement des liens entre les banques de la sous-région ainsi que la recherche de moyens de promouvoir le commerce, l'industrie et l'agriculture dans la sous-région.

En Afrique de l'Est et en Afrique australe, les gouverneurs de cette sous-région ont examiné et approuvé un protocole d'accord en matière de compensation et de paiements. Le protocole est annexé au Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui a été signé par les chefs d'Etat et de gouvernement le 21 décembre 1981.

Les gouverneurs des banques centrales de la sous-région de l'Afrique du Nord ont, lors de leur réunion, souligné l'importance que revêtait la coopération en vue de faciliter le commerce sous-régional et demandé au Président de leur Comité de présenter des propositions concernant la possibilité de conclure un accord de compensation et de paiements pour la sous-région.

L'évolution de la situation économique internationale a certes aggravé les problèmes de développement économique et de financement des pays africains au cours de la période considérée, mais ces facteurs négatifs ont fait ressortir la nécessité d'assurer l'autonomie et la coopération, domaine dans lequel d'importants progrès ont été enregistrés.

Tableau 9

Valeur des importations de pétrole et de produits alimentaires
des pays africains non exportateurs de pétrole,
(milliards de dollars des E.U.)

	1973	1974	1978	1979	1980
<u>Valeur des importations de pétrole</u>	0,8	2,0	2,9	4,5	7,4
Pourcentage des exportations	8,2	(14,2)	(15,9)	(20,7)	(29,2)
Pourcentage des importations	5,7	(12,5)	(13,8)	(18,5)	(25,5)
Pourcentage du PIB	1,2	(2,6)	(2,2)	(3,2)	(5,1)
<u>Valeur des importations des produits alimentaires</u>	1,9	3,5	4,2	5,0	6,0
Pourcentage des exportations	19,4	24,8	23,1	23,0	23,7
Pourcentage des importations	13,6	21,9	20,0	20,6	20,7
Pourcentage du PIB	3,0	4,5	3,2	3,6	4,1

Source : Division de la statistique de la CEA.

Tableau 10

Tendances du commerce extérieur et termes de l'échange dans 29 pays africains

Pays	Taux de croissance annuel en pourcentage		Termes de l'échange (1970 = 100)
	Exportations 1970-1978	Importations 1970-1978	1976
Angola	-8,9	-4,7	145
Benin	-13,6	6,8	79
Burundi
Congo	14,7	6,7	114
Côte d'Ivoire	8,5	10,6	94
Ethiopie	-5,4	-0,2	126
Ghana	-0,1	2,7	80
Guinée
Haute-Volta	8,5	9,4	89
Kenya	0,8	...	104
Lesotho
Libéria	1,5	2,0	85
Madagascar	-0,9	-4,0	87
Malawi	2,4	4,2	112
Mali	7,7	5,0	93
Mozambique	-15,9	-13,4	96
Niger	13,2	5,5	78
Nigeria	0,5	25,0	290
Ouganda	-5,3	-7,6	106
Rwanda	3,6	11,7	123
Sénégal	4,4	4,7	100
Sierra Leone	-3,1	-4,0	77
Tchad	-3,0	1,7	122
Togo	0,3	12,4	105
République centrafricaine	1,8	0,9	103
République-Unie de Tanzanie	-6,0	-1,0	104
République-Unie du Cameroun	-2,4	-6,7	97
Zaire	-4,1	-10,4	61
Zambie	-4,7	- 6,9	56

Source : Rapport de la banque mondiale sur le développement mondial.

Note : (...) Signifie que les renseignements ne sont pas disponibles.

Tableau 11

Etat récapitulatif de la balance de paiements pour l'Afrique^{a/}, 1970-1973

(en milliards de dollars des Etats-Unis)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 ^{b/}
Exportations	9,8	14,1	13,3	14,9	17,3	18,2	21,7	25,3
Importations	- 9,2	-14,0	-16,0	-16,3	-18,8	-21,0	-24,3	-29,0
Balance commerciale	0,6	0,1	- 2,7	- 1,4	- 1,5	- 2,8	- 2,6	- 3,7
Paiements nets au titre des services et transferts privés	- 2,4	- 3,4	- 3,9	4,7	- 5,0	- 5,5	- 5,8	- 6,6
Balance des transactions courantes	- 1,8	- 3,3	- 6,6	6,1	- 6,5	- 8,4	- 8,4	-10,3
Transferts publics nets	1,1	1,4	1,7	1,9	2,1	2,1	2,4	2,5
Apports nets des capitaux	1,3	2,1	4,2	4,1	4,8	5,7	6,0	6,2
Solde globale	0,6	0,2	- 0,7	- 0,1	- 0,5	- 0,6	- 0,1	- 1,4

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, 1980.

a/ A l'exclusion de l'Afrique du Sud.

b/ Les chiffres pour 1980 sont des estimations.

Tableau 12Montant total de l'encours de la dette et du service de la
dette dans les pays africains

(milliards de dollars des Etats-Unis)

	1970	1973	1974	1976	1978
<u>Encours de la dette</u>	9,02	15,69	18,88	30,02	49,6
Dette publique bilatérale	5,17	7,54	8,92	13,66	18,6
Dette publique multilatérale	1,00	1,98	2,45	4,12	8,3
Dette privée	2,85	6,17	7,51	12,24	22,7
<u>Montant total du service</u> <u>de la dette</u>	0,85	1,79	2,34	2,82	5,6
Amortissement	0,64	1,28	1,65	1,81	3,6
Intérêt	0,21	0,51	0,69	1,01	2,0

Source : Banque mondiale, Tableau de la dette mondiale, 1979.

II. GROUPE DE TRAVAIL SUR LES SERVICES EN MATIERE DE RESSOURCES DE LA TERRE

Le Groupe de travail sur les services relatifs aux ressources de la terre se compose de représentants des institutions suivantes :

- a) Association africaine de cartographie (AAC) ;
- b) Conseil africain de télédétection (CAT) ;
- c) Centre régional de télédétection de Kinshasa (CRCK) ;
- d) Centre régional de télédétection de Ouagadougou (CRTO) ;
- e) Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ;
- f) Centre régional de formation aux techniques des levés aériens ;
- g) Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes ;
- h) Centre régional de télédétection du Caire.

Le bureau du Groupe de travail se compose d'un président et d'un rapporteur désignés dans l'ordre alphabétique anglais des institutions susmentionnées. A la deuxième session du Groupe de travail, tenue du 1er au 5 décembre 1981, les membres du bureau ci-après ont été élus :

Président : Secrétaire général du CAT,

Rapporteur : Directeur de l'ERIS, Zaïre.

Des représentants des institutions ci-après ont participé à la réunion :

CAT, CRPK, CRTO, Centre régional de formation aux techniques des levés aériens et Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes.

Les membres du bureau sont élus pour un mandat d'une durée d'un an. A la réunion suivante le président est remplacé par le rapporteur et le représentant de l'institution suivante sur la liste devient rapporteur.

A. Activités entreprises en 1980-1981

Les objectifs des diverses institutions membres du Groupe de travail concernent l'environnement physique de leurs domaines de spécialisation.

Ces objectifs peuvent être classés en six catégories :

- a) Spécialisation régionale pour chaque institution ;
- b) Services consultatifs au titre du transfert de technologie des centres à tous les pays africains ;
- c) Rôle croissant dans la formation de spécialistes africains ;

- d) Coordination des activités à l'échelon régional;
- e) Surveillance de l'exécution des projets de développement socio-économique dans le domaine de la télédétection;
- f) Assistance aux Etats membres dans les domaines des levés aériens et de la télédétection.

En principe, toutes les institutions membres du Groupe de travail sur les services en matière de ressources de la terre reçoivent des fonds de diverses sources. En fait, ces institutions manquent de fonds parce que les Etats membres ne versent pas régulièrement leurs contributions.

Pour atteindre leurs objectifs, ces institutions sont tributaires des contributions des Etats membres. C'est pourquoi, les pays africains devraient leur fournir l'appui moral et politique dont elles ont besoin pour fonctionner de façon efficace. Les pays africains devraient également encourager les pays et organismes donateurs à fournir une assistance à ces institutions.

Malgré les nombreuses difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs programmes de travail respectifs, les institutions membres du Groupe de travail sur les services en matière de ressources de la terre ont entrepris bon nombre d'activités.

Le recours à des technologies nouvelles a permis d'améliorer la production alimentaire. Les problèmes relatifs aux transports, à la planification spatiale et à la gestion de l'environnement sont en train de trouver une solution à des coûts acceptables. La recherche d'eau, l'inventaire cartographique des forêts, la mise en valeur des terres arables et l'exploitation des ressources minérales sont rendus plus aisés grâce aux technologies nouvelles. Ces améliorations s'appliquent également à la formation de spécialistes africains qui sont indispensables à la bonne exécution des projets dans les pays africains.

B. Problèmes rencontrés

Les institutions membres du Groupe de travail sur les services en matière de ressources de la terre ne reçoivent pas régulièrement les contributions dues par les Etats membres. Le fait que les Etats ne sont pas suffisamment sensibilisés aux technologies nouvelles (télédétection, levés aériens, etc.) les empêchent d'appuyer pleinement le programme. Le manque d'intérêt de la part des pays qui devraient utiliser les résultats du programme explique l'absence d'intérêt de la part de la communauté internationale pour ce qui est d'appuyer le programme.

Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail recommande :

- a) Que les pays membres versent régulièrement leurs contributions;
- b) Qu'une assistance soit demandée à la CEA lorsque les institutions cherchent à obtenir des fonds de sources extérieures;
- c) Qu'une plus grande coopération s'instaure entre les institutions afin de réaliser une meilleure harmonisation des projets;
- d) Que le recours à des technologies nouvelles soit rendu obligatoire lors de la surveillance de l'exécution de projets relatifs aux ressources de la terre.

C. Perspectives d'avenir

Le Groupe de travail sur les services en matière de ressources de la terre souhaiterait que les Etats africains encouragent l'action concertée et intensifient leur appui au programme africain pour l'utilisation des technologies nouvelles afin de réaliser les fins auxquelles les diverses institutions ont été créées.

Etant donné le rôle efficace qu'elles jouent dans l'économie nationale, ces institutions devraient accroître le nombre de leurs activités.

III. GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DEVELOPPEMENT ET LES SERVICES INDUSTRIELS

Le Groupe de travail des institutions parrainées par la CEA sur le développement et les services industriels se compose des six institutions suivantes:

- a) Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques;
- b) Centre régional africain de conception et de fabrication techniques;
- c) Centre régional africain de technologie (CRAT);
- d) Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN);
- e) Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;
- f) Organisation régionale pour la propriété industrielle des pays africains anglophones (ESARIPO).

Au cours de la deuxième Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA, tenue du 1er au 5 décembre 1981 à Abidjan, cinq institutions membres du Groupe de travail se sont réunies et ont examiné les rapports des institutions pour la période biennale 1980-1981 ainsi que les activités envisagées par celles-ci au cours de la période biennale 1982-1983. Au cours des débats, les membres du Groupe ont pris connaissance des points communs aux divers programmes des institutions. Ils ont convenu qu'il devrait y avoir des contacts plus fréquents de façon à obtenir un système plus intégré pour l'élaboration et l'exécution des programmes et à utiliser de façon plus rationnelle les ressources disponibles.

Au cours de la période biennale 1980-1981, la plupart des institutions membres du Groupe de travail sont devenues opérationnelles et ont commencé à élaborer et à exécuter des programmes. La plus grande partie des programmes de travail et des priorités a été définie au cours de cette période. Certains institutions qui étaient devenues opérationnelles plus tôt ont pu exécuter une gamme étendue d'activités dans le cadre de leurs programmes au moyen de ressources du PNUD et de contributions des Etats membres.

A. Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques

I. Activités effectuées au cours de la période biennale 1980-1981

Au cours de la période considérée, les bureaux provisoires du siège ont été installés. Les Etats membres ont été informés sur le programme de l'Institut à la fois par le personnel de l'Institut et par la CEA au moyen de visites effectuées dans les pays, auprès des ministères et auprès des ambassades situées à Nairobi et à Addis-Abeba; il y a eu également des entretiens, des conférences et un échange de correspondances.

On a également fixé les attributions du Conseil d'administration et celles du Conseil académique. On a également pris des dispositions en vue d'organiser une mission destinée à recueillir des fonds pour le budget d'équipement de l'Institut et la campagne s'est poursuivie pour augmenter le nombre des membres de l'Institut et obtenir le versement des contributions. Le 10 octobre 1981, les activités de l'Institut en matière de formation ont officiellement débuté par un stage/séminaire d'une durée de 11 semaines à l'intention d'instructeurs techniques. Il y a eu des consultations avec les organismes donateurs et un directeur général adjoint francophone a été choisi.

2. Problèmes rencontrés

Le nombre des membres s'est accru lentement et les contributions ont tardé à venir. La pénurie chronique de personnel de toutes catégories, notamment de spécialistes, constitue un autre problème grave. Il subsiste des incertitudes dans les Etats membres en ce qui concerne le personnel ou même les ministères chargés des liaisons indispensables avec l'Institut en ce qui concerne la formation, la participation, les contributions, etc.; cette situation se complique parfois lorsqu'on change les personnes dans les différents ministères sans avertir les autorités de l'Institut. Parmi les autres problèmes il y a le fait que la plupart des ministères ne répondent pas à d'importantes communications et que les membres du Conseil d'administration et du Conseil académique n'assistent pas aux réunions.

B. Le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques

1. Activités effectuées durant 1980-1981

Immédiatement après la mise en service du centre, des mesures ont été prises pour l'organisation de missions auprès des pays membres qui permettraient:

- a) d'établir des contacts plus étroits avec les fonctionnaires, les institutions nationales et les organismes des Nations Unies associés au développement industriel des Etats membres;
- b) d'identifier les produits prioritaires que le Centre devait mettre au point à titre prioritaire;
- c) de déterminer les besoins en matière de formation et les possibilités de créer un réseau de centres nationaux et sous-régionaux;
- d) d'accélérer le versement des contributions des Etats membres à l'Institut.

La première mission sur le terrain s'est rendue au Kenya, en Zambie, en République-Unie de Tanzanie, en Sierra Leone, au Togo, au Niger et au Nigéria au cours du premier semestre 1981. Depuis lors, une coopération avec certains centres nationaux du Nigéria a été établie et l'assistance technique du Centre a été envisagée pour certains programmes nationaux.

Tous les Etats membres ont reçu des questionnaires dans lesquels on leur demandait d'identifier certains de leurs besoins prioritaires et de désigner des ingénieurs qui participeraient aux programmes de formation que le Centre commencera à organiser en mars 1982.

Les premiers programmes de formation pour la conception mécanique sont en voie de finalisation et devaient être achevés à la fin de décembre 1981. La mise en place du personnel s'est effectuée lentement en 1981 du fait de modifications dans le programme de construction du Centre. Jusqu'à la fin de 1981, seul le personnel essentiel, à savoir le Directeur exécutif, le Directeur de la conception et le Directeur adjoint de l'administration avaient rejoint leur poste. Le Directeur de la fabrication devrait rejoindre son poste dans un proche avenir. Avec l'assistance du PNUD, un conseiller technique en chef a été détaché auprès du Centre depuis février 1981.

En ce qui concerne les bâtiments, un vaste terrain de 7,200 hectares situé à Ibadan a été offert par le Gouvernement nigérian pour abriter le siège du Centre et un groupe d'architectes a été retenu pour dessiner les plans du Centre. Le plan directeur du Centre est en cours d'élaboration et son programme d'études mécaniques démarrera en 1982. Les premières machines que le Centre doit mettre au point ont été identifiées et ont susciter beaucoup d'intérêt dans les Etats membres où la mission s'est rendue. Ainsi le Centre est prêt à aider les Etats africains à développer leurs moyens de conception et de fabrication dans le domaine des biens d'équipement où l'ensemble des pays africains est lourdement tributaire des pays développés. Les fonctionnaires du Centre sont entrés en rapport avec les autorités de pays amis en vue d'obtenir des dons sous forme de machines qui leur permettraient d'aménager le Centre, etc.; les réponses reçues sont plutôt encourageantes.

2. Problèmes rencontrés

Les communications difficiles n'ont pas permis de s'en tenir à un calendrier; les réponses reçues des Etats membres laissent à désirer et il serait peut-être nécessaire d'entrer en rapport directement avec les autorités des Etats membres.

Les contributions reçues des Etats membres sont loin d'être satisfaisantes et de nombreux Etats membres doivent des arriérés pour 1979. Il serait souhaitable que le Centre ne s'engage dans la phase de construction que lorsque les fonds prévus au budget seront obtenus; il faudrait donc que les Etats membres s'acquittent du restant de leurs contributions.

C. Le Centre régional africain de technologie (CRAT)

1. Activités effectuées

Le CRAT est devenu opérationnel dans le pays hôte, le Sénégal, en janvier 1980. A la suite de la mise en place du secrétariat, l'activité essentielle a consisté à installer l'équipement nécessaire au fonctionnement du Centre et à recruter le personnel nécessaire. Le Centre s'est ensuite lancé dans l'identification de projets devant être exécutés au cours du premier

programme quinquennal. Cette identification s'est déroulée lors de la deuxième Conférence extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA consacrée aux questions économiques et, tenue à Lagos. Le Centre a participé à cette importante réunion qui a débouché sur le Plan d'action de Lagos pour la mise en oeuvre de la stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique.

La mise en place du secrétariat et l'élaboration d'un programme fondé sur l'Acte constitutif du centre et le Plan d'action de Lagos a été approuvé par le Comité exécutif et le Conseil d'administration du Centre en février 1981

Avec l'aide du PNUD au cours de la phase préparatoire, les activités suivantes ont été entreprises par le Centre:

- a) Renforcement de la base de données du Centre;
- b) Elaboration du système d'information du CRAT (SICRAT). Il s'agit ici d'une activité permanente effectuée en collaboration avec le PADIS et d'autres organismes;
- c) Une étude sur les principales institutions scientifiques, techniques et sur les organismes de services d'ingénieurs-conseils en Afrique. Il y a eu en octobre 1981 une réunion d'un groupe d'experts pour élaborer le plan, l'établissement et la publication d'un répertoire;
- d) Exécution du programme alimentaire du Centre. Le Centre a poursuivi activement ses contacts avec des organisations nationales, sous-régionales et internationales associées à la production, au traitement, au stockage et à la commercialisation de produits alimentaires dans la région africaine. Cette activité est effectuée en collaboration avec le Bureau régional de la FAO à Accra. Le Centre a, en novembre 1981, convoqué une réunion consultative à laquelle ont assisté 15 institutions de recherche-développement nationales et multinationales africaines, cette réunion portait sur la réduction des pertes de produits alimentaires essentiels après les récoltes et elle avait pour thème "Vers l'autosuffisance dans la production alimentaire: réduction des pertes après les récoltes";
- e) Mise en oeuvre du projet sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Les travaux sur une étude et une évaluation des activités en cours et envisagées dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables ont débuté au cours de la période considérée. Le Centre a participé à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables tenue du 11 au 21 août 1981 à Nairobi (Kenya).
- f) Promotion de technologies adaptées au développement rural - mise au point de technologie pour les femmes. Un séminaire sur "les femmes des marchés, le commerce, le stockage, le traitement, la distribution et l'introduction de techniques nouvelles" a été organisé par le BIT, la CEA, le CARFF et le CRAT en juin 1981;

g) Dans le domaine scientifique et technologique, la planification et la recherche, le Centre a organisé en janvier 1981, avec le concours de l'OUA et de la CEA, la réunion du groupe africain sur le projet de code international de conduite pour le transfert de technologie. Au cours de la période considérée, le Centre a collaboré avec un certain nombre d'organisations pour la planification et l'organisation de réunions et de stages sur les politiques scientifique et technologique, la planification et la recherche. Parmi ces organisations citons le CRDI (Canada), la CNUCED, la CEAO, le SIDA et le Centre des Etats-Unis pour l'étude scientifique et technique pluridisciplinaire.

2. Problèmes

Une institution telle que le CRAT rencontre nécessairement de nombreuses difficultés au cours de ses premières années d'existence. Le CRAT a connu son lot de problèmes. Il y a eu un manque de continuité dans la direction du Centre. Le premier directeur est parti en février 1981, a rappelé par son Gouvernement. Jusqu'à la fin de 1981, aucun successeur n'avait encore été désigné. L'absence prolongée d'un directeur permanent à la tête du Centre a donné lieu à certains malentendus parmi les institutions participantes.

Le manque de fonds et l'irrégularité avec laquelle les Etats membres versent leurs contributions, font qu'il est très difficile de planifier les programmes et de recruter le personnel nécessaire à l'exécution des programmes. Cette situation est aggravée du fait de la pénurie de personnel au centre, aussi bien dans les services administratifs que pour l'élaboration des programmes. Des problèmes existent également dans le domaine des communications. L'acheminement du courrier entre Dakar et les autres parties de l'Afrique est beaucoup trop lent, ce qui entraîne des frais très élevés de téléphone, de télex et de télégrammes, qui sont les seuls moyens sûrs de communiquer dans des délais raisonnables.

D. Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)

1. Activités menées au cours de la période 1980-1981

La période considérée a été marquée par l'achèvement des activités préparatoires visant à rendre le bureau de l'ORAN opérationnel. L'Organisation a pu ensuite commencer ses travaux techniques en matière de promotion des activités de normalisation, de contrôle de la qualité, d'homologation et de métrologie en Afrique.

Les activités menées au cours de la période 1980-1981 sont les suivantes:

a) L'accord de siège de l'ORAN a été signé avec le gouvernement du pays hôte (Kenya), à la suite de quoi les activités du secrétariat ont pu démarrer au siège de l'Organisation à Nairobi;

b) L'attention des pays africains a été attirée, par l'intermédiaire du Plan d'action de Lagos, sur l'importance de la normalisation et le rôle particulier que l'ORAN peut jouer, en facilitant le commerce inter-africain et en encourageant le développement et l'intégration socio-économiques de l'Afrique;

c) L'ordre de priorité des activités de l'ORAN a été établi conformément aux dispositions pertinentes du Plan d'action de Lagos et les huit comités techniques ci-après ont été institués pour préparer des normes régionales africaines à savoir:

- i) Comité technique des normes fondamentales et générales;
- ii) Comité technique des produits agricoles et alimentaires;
- iii) Comité technique de la construction et du génie civil;
- iv) Comité technique des industries mécanique et de la métallurgie;
- v) Comité technique des industries chimiques;
- vi) Comité technique de l'électrotechnique;
- vii) Comité technique des textiles;
- viii) Comité technique des transports et communications.

d) L'Organisation a fourni le matériel d'enseignement pour les programmes de formation dans les domaines de la normalisation, du contrôle de la qualité et de la métrologie, organisés en collaboration avec d'autres organisations intéressées, en vue de la formation du personnel des Etats membres;

e) Une brochure donnant des informations de base sur les activités de normalisation menées par les Etats membres de l'ORAN a été publiée et a fait l'objet d'une large diffusion;

f) Des missions ont été envoyées dans certains pays africains afin de conseiller aux gouvernements intéressés d'accroître leurs efforts en vue de se doter d'organismes nationaux de normalisation et de renforcer ceux déjà existants, conformément aux dispositions du paragraphe 250 (ii) (j) du Plan d'action de Lagos;

g) Conformément aux dispositions du Plan d'action de Lagos relatives à la qualité de membre de l'ORAN (paragraphe 250 (ii) (k) du Plan) une campagne a été entreprise pour accroître le nombre de membres de l'ORAN;

h) Des contacts ont été établis avec un certain nombre d'organisations régionales et internationales intéressées aux problèmes de la normalisation et activités connexes.

2. Problèmes

Les principaux problèmes qui se sont posés en ce qui concerne la conduite des activités de l'ORAN au cours de la période considérée, ont surtout été dus au retard intervenu pour trouver un siège pour l'organisation et la lenteur avec laquelle les Etats membres versent leurs cotisations à l'ORAN.

E. Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

1. Activités menées au cours de la période 1980-1981

Au cours de la période considérée, le Centre a mené les activités suivantes:

a) Création d'un service de documentation pour lequel un consultant a été recruté; le matériel de base, la documentation et le mobilier ont été commandés;

b) Les plans et le dossier technique du siège ont été élaborés jusqu'au stade de l'appel d'offres. Cela devrait encourager la mobilisation des fonds en vue de la construction des locaux;

c) Le descriptif de projet pour l'aide du PNUD au Centre a été signé par toutes les parties intéressées;

d) Les donateurs, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, l'Italie, la Belgique et l'UNESCO, ont fait part de leur ferme intention d'apporter une aide au Centre;

e) Du personnel a été recruté sur les fonds du PNUD et des gouvernements; ce personnel est entré en fonction au cours du dernier trimestre de 1980. A la fin de 1980, sept membres du personnel de la catégorie des administrateurs étaient en poste;

f) Le Centre a participé activement à l'organisation et au déroulement de la première conférence régionale pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales de l'Afrique, organisée par la CEA. Le Centre a commencé à fournir des services consultatifs à ses Etats membres en mars 1981;

g) Une mission a été envoyée à la mine de cuivre de Kilembe en Ouganda. Sur la base d'une évaluation détaillée des données disponibles et d'un contrôle effectué sur place, le Centre a prouvé l'existence de réserves supplémentaires de plus de 10 millions de tonnes de minerai de cuivre et de cobalt associé sur le site. Les réserves totales de minerais sont ainsi passées de 6 à 16 millions de tonnes, et ce qui prolonge la durée d'exploitation de la mine de 62,5 p. 100. Cette découverte permet également au gouvernement d'élaborer un plan d'exploitation plus rationnel de ce minerai. On trouvera de plus amples informations dans le rapport final de la mission de juillet 1981;

h) Les gisements de cuivre et de zinc de Debarwa en Ethiopie ont été visités. Les recherches effectuées sur le terrain et une réévaluation des inventaires précédentes ont nécessité un nouveau calcul des réserves géologiques qui sont ainsi passées de moins de 1 million de tonnes à 2,4 millions de tonnes, en tenant compte des réserves d'argent et d'or. Il a été prouvé que des réserves d'un volume plus important existaient dans les gisements voisins qui n'ont pas encore été entièrement explorés. Cette étude a déjà renforcé le pouvoir de négociation du gouvernement vis-à-vis des investisseurs en vue de l'exploitation du gisement. Un rapport détaillé à ce sujet peut être consulté;

i) Le Centre a lancé et suivi au jour le jour l'établissement d'un inventaire des minerais industriels de la République-Unie de Tanzanie, en vue d'aider le gouvernement à planifier la création d'industries utilisant les ressources minérales, l'exploitation et la transformation des matières premières pour les industries des engrais, de la construction, du verre et les industries connexes;

j) L'arrivée de trois autres experts, dont deux recrutés au moyen de sources bilatérales, a permis au Centre de diversifier ses services en particulier dans le domaine de la formation:

- i) au niveau national, des ateliers de niveau moyen en géochimie appliquée ont été organisés par les experts du Centre à l'intention de 70 participants en République-Unie de Tanzanie et 25 au Mozambique;
- ii) au niveau sous-régional, un atelier géochimique multinational de niveau supérieur a été organisé à l'intention de 20 participants provenant de huit pays de la sous-région. L'atelier a été organisé en coopération avec le bureau régional de l'UNESCO de Nairobi.

Des bourses d'études supérieures à l'étranger ont été offertes à quatre étudiants venant chacun d'un pays différent. Ces études portent sur un domaine choisi par les pays eux-mêmes.

k) Une délégation conduite par le Président du Conseil d'administration du Centre, composée du Directeur général et d'un représentant de la CEA, s'est rendue en mission en Europe en vue de trouver des capitaux pour la constitution d'un fonds d'équipement pour le centre. La CEA a donné son accord de principe en vue de contribuer au financement d'activités spécifiques du Centre, y compris l'infrastructure et l'équipement nécessaires à l'exécution de ces activités. Un rapport de mission a été rédigé.

2. Problèmes

Les difficultés rencontrées sont les suivantes:

- a) Absence d'une infrastructure appropriée, à savoir laboratoires et installations de formation;
- b) Faible soutien des donateurs dû au petit nombre des Etats membres,

IV. GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PLANIFICATION ET LA GESTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (PERIODE BIENNALE 1980-1981)

1. Regional Institute for Population Studies (RIPS)

Le Regional Institute for Population Studies (RIPS) a été créé à Accra, en février 1972. Son objectif à long terme est de promouvoir la recherche et la formation, principalement dans les pays africains d'expression anglaise, dans le domaine de la démographie et dans d'autres domaines apparentés. Depuis sa création, il a non seulement organisé des travaux de formation et de recherche, mais a également fourni aux gouvernements et aux institutions des services consultatifs, ainsi que des informations démographiques aux institutions et aux chercheurs.

Le RIPS organise, à Accra, trois programmes d'études fondamentales débouchant respectivement sur un diplôme, une maîtrise ou un doctorat (Université du Ghana). Le premier programme dure 12 mois et comporte des cours intensifs en démographie technique, en mathématiques et statistique, en démographie pure, en économie et en sociologie. Les étudiants sont également formés en matière de planification et d'études sur le terrain et sont initiés à la recherche. Le deuxième programme, ouvert aux étudiants diplômés ou ayant un titre équivalent, comporte des travaux pratiques et de recherche. Il dure au moins 12 mois, tandis que le troisième programme s'étend sur deux ans au moins et n'est ouvert qu'aux étudiants titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent et ayant démontré leur capacité d'effectuer des travaux de recherche.

A l'heure actuelle, quelque 253 étudiants venant de 21 pays africains anglophones et de Papouasie - Nouvelle - Guinée ont été admis à suivre le premier programme. Trente neuf d'entre eux n'ont pas encore terminé, et sur les 114 qui ont déjà quitté le RIPS, 17 n'ont pas terminé le programme. Sur les 197 qui ont terminé le programme d'études, 183 ont réussi et ont été admis à l'Université du Ghana pour suivre des cours en vue de l'obtention du diplôme d'études démographiques.

Soixante-six de ces derniers étudiants, ainsi que deux autres ayant étudié dans d'autres établissements, ont été admis à suivre le deuxième programme, et 35 d'entre eux ont passé leurs examens avec succès. Quatre autres mémoires de maîtrise ont été achevés et attendent d'être soutenus, alors que 22 autres n'ont pas encore été terminés. On estime que les 7 qui restent ont été abandonnés. Il importe de noter que sur les 68 étudiants ayant suivi le programme de maîtrise, une quinzaine ont déjà commencé leurs études de troisième cycle, deux à l'Institut et 13 dans d'autres établissements.

Au cours des six dernières années, le RIPS a réalisé quelque 86 projets de recherche, alors qu'en septembre 1981, quelque 34 projets étaient en cours.

Une partie des travaux de recherche effectuée par le RIPS a été le résultat des services consultatifs qu'il avait fournis aux gouvernements. Ces services ont été fournis aux gouvernements des pays ci-après: Ghana, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Nigéria et Soudan, ainsi qu'à des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

En ce qui concerne la diffusion de l'information, le RIPS publie trois bulletins et un abrégé. Le premier bulletin, "RIPS Newsletter", est semestriel et donne des informations sur les travaux du RIPS. Le deuxième, intitulé "African Demography", est trimestriel et donne des informations sur les travaux démographiques en cours dans l'ensemble de l'Afrique. Le troisième, intitulé "PDSA Newsletter", paraît de façon irrégulière et fait état de l'évolution de Système d'information et de documentation démographiques pour l'Afrique, créé par le RIPS. Ce système, créé en octobre 1978, a pour objectif de faire connaître en Afrique, les articles publiés et non publiés et rend compte des travaux démographiques effectués, à partir de 1970, en Afrique. Cet organisme publie, tous les six mois, un abrégé intitulé "PIDSA Abstracts" dont chaque numéro comporte quelque 300 comptes rendus bibliographiques en anglais et en français.

2. Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD)

On trouvera ci-après un résumé des activités menées par l'Institut au cours des quelques dernières années, ainsi qu'un aperçu sur les perspectives de développement de ces activités.

A. Activités en matière de formation

a) Formation de Démographes

La principale activité de l'Institut en matière de formation est constituée par l'organisation d'un programme de 2 ans sanctionnées par une maîtrise de démographie.

Ce programme a quatre objectifs principaux:

- a) Donner aux étudiants une formation théorique solide en matière démographique qui leur permette d'analyser et d'interpréter les données démographiques;
- b) Faire acquérir aux étudiants une expérience pratique en matière de collecte de données;
- c) Aider les étudiants à comprendre l'interaction entre les problèmes démographiques et le développement économique et social;
- d) Initier les étudiants à la recherche démographique.

En vue de la réalisation de ces objectifs, l'analyse démographique occupe la première place dans le programme. La collecte des données y occupe la deuxième place, ce qui distingue ce programme d'autres programmes analogues. Les étudiants de première année organisent, chaque année, des travaux de collecte de données et consacrent près du quart de leur temps à les appliquer et les exploiter. Les données rassemblées sont analysées au cours de la deuxième année du programme.

La troisième discipline comporte les matières nécessaires à la maîtrise des instruments d'analyse démographique et les connaissances de base en sciences économiques et sociales permettant d'analyser les changements démographiques et leurs rapports avec d'autres phénomènes.

Enfin, la matière "démographie et population" qui étudie le rapport entre phénomènes démographiques et phénomènes socio-économiques, constitue le quatrième thème du programme de formation.

Telle a été l'organisation des cours depuis l'ouverture de l'Institut en 1972. Depuis l'année universitaire 1972-1973, 104 démographes au total ont reçu leur diplôme. Ce chiffre se décompose comme suit, d'après la promotion.

Tableau 1
Nombre des sortants par promotion

Promotion	Nombre de sortants
1974	6
1975	4
1976	19
1977	13
1978	15
1979	10
1980	17
1981	18
Total	104

Ces 104 démographes travaillent actuellement dans les pays de la région, contribuant ainsi à combler le vide existant dans les différents secteurs qui s'intéressent aux données démographiques.

Les résultats obtenus sont relativement modestes, eu égard aux immenses besoins qui restent à satisfaire. Il n'en demeure pas moins qu'ils constituent un progrès véritable si l'on tient compte du vide quasi absolu qui existait avant l'ouverture de l'Institut.

Il convient de noter qu'il ressort de la répartition géographique de ces 104 démographes, des grandes disparités, ce qui n'est pas de nature à répondre aux besoins pressants exprimés ou ressentis. Sur les 25 pays desservis par l'Institut, seuls 17 comptent des ressortissants parmi les 104 démographes. Encore est-il que, comme il ressort du tableau 2 ci-dessous, la répartition par pays est extrêmement mal équilibrée. Il convient donc de s'employer à appliquer une meilleure répartition géographique lors de l'admission des candidats.

Tableau 2

Répartition des sortants d'après le pays d'origine

Nombre	Pays
1	Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Rwanda
2	République Centrafricaine
3	Algérie, Haute-Volta, Tchad, Zaïre
7	Benin, Madagascar
8	Congo, Mali, Togo
16	Senegal
31	République-Unie du Cameroun

Autres activités de formation

Dans le cadre de l'élargissement du programme existant, l'Institut organise chaque année, des cours d'initiation à la recherche de courte durée à l'intention des nouveaux gradués de l'Institut ou d'autres centres démographiques. Ce cycle d'études s'étend sur une année et est destiné à initier les jeunes démographes à la recherche, en les faisant participer aux travaux du Département de la recherche par la réalisation, sous la direction de démographes expérimentés et en contact avec d'autres chercheurs de leurs propres travaux de recherche.

Depuis l'année universitaire 1976-1977, quatre démographes en moyenne suivent, chaque année, ce cycle d'études.

Outre la formation de démographes, d'autres activités de formation ont été organisées en vue de sensibiliser davantage les populations de la région à l'importance du facteur démographique dans le processus de développement économique et social.

Au cours des trois dernières années, par exemple, l'Institut a organisé, en collaboration avec le FNUAP et l'Ecole supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIJY), un séminaire à l'intention des journalistes anglophones. Deux autres séminaires ont été organisés, avec l'assistance de la FAO et de l'Institut panafricain pour le développement (IPAD), à l'intention des planificateurs agricoles.

Le premier stage de recyclage, destiné aux démographes africains qui pratiquent déjà, a été organisé à l'Institut au cours de l'année universitaire 1980/81, en collaboration avec l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population et le Groupe français chargé des questions démographiques en Afrique.

Enfin, l'Institut participe activement à l'introduction et au renforcement d'une option "démographie" aux programmes de licence et de maîtrise d'économie, de sociologie et de géographie, ainsi qu'aux programmes de formation statistique. Cet appui est accordé jusqu'ici sous la forme d'envoi de professeurs pour assurer des cours de démographie, notamment auprès du Département de sociologie de l'Université nationale du Bénin et du Département de géographie de l'Université d'Abidjan.

Cette activité sera poursuivie en début 1982 grâce à l'organisation, en collaboration avec la Division de statistique de la CEA, d'une réunion sur l'enseignement de la démographie dans les écoles de statistique de la région.

3. Le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social

A. Programme d'activités

Le programme d'activités indiqué ci-après est soit achevé soit en cours d'exécution:

a) Une brochure explicative sur le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social sur sa philosophie, ses méthodes et son rôle a été établie en trois langues;

b) Le Centre a donné le 26 mai une conférence publique consacrée au thème "Que se passera-t-il après Lagos et New York ? Quelques réflexions sur les tâches que doit accomplir l'Afrique pour la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et de la nouvelle Stratégie internationale de développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement";

c) Au cours de 1981/82 le Centre effectuera une étude des institutions africaines de formation et de recherche en matière de développement social. Cette étude a pour objet de permettre l'établissement d'un répertoire des experts africains en matière de développement social, en une brochure sur les institutions de formation et de recherche dans ce domaine ainsi qu'une liste des activités de formation et de recherche effectuées en matière de développement social. Les résultats de cette étude serviront à l'analyse du contenu, de l'orientation et de l'utilité de ces programmes de formation de recherche;

d) Il y a des préparatifs en vue d'effectuer une étude comparative des systèmes de sécurité sociale dans certains pays africains, en collaboration avec la CEA, l'ONU et le BIT. L'objet de cette étude est de passer en vue les politiques et programmes qui ont été adoptés par le passé ainsi que les tendances actuelles et futures concernant les systèmes de sécurité sociale dans six pays africains et d'effectuer une étude comparative de ces systèmes.

Il a été prévu de convoquer en 1982 une réunion d'un groupe d'experts intergouvernementaux qui étudierait les résultats de l'étude comparative et ferait les recommandations appropriées relatives à l'étude générale envisagée sur le système de sécurité sociale en Afrique.

On a commencé les travaux relatifs à la création en sein du Centre d'un groupe chargé de la liaison, des publications et de l'information. Des contacts utiles ont été établis avec des organisations régionales, nationales et internationales s'occupant de développement. Des accords de coopération entre le Centre et un certain nombre de ces organisations, notamment les organisations des Nations Unies sont actuellement en cours de négociation.

Une revue bilingue, provisoirement appelée "Journal africain du développement social" est en cours d'élaboration et le premier numéro devrait sortir en 1982.

V. GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ET LES TRANSPORTS

Le rapport sur le commerce et les transports porte sur les activités entreprises par les institutions suivantes:

- a) L'Association des organisations africaines de commerce;
- b) L'Organisation régionale africaine de normalisation (ORA);
- c) L'Organisation africaine du café;
- d) L'Association des Administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre;
- e) L'Association des ports méditerranéens-africains (APMA).

Pratiquement toutes ces organisations sont intervenues opérationnellement à des périodes différentes. Elles ont pas attendu les mêmes conditions. Les plus jeunes de ces organisations, héritières de la route transafricaine ligée à Mombassa, ont commencé à fonctionner dès que le 23 février 1966, jour de l'Organisation africaine du café existe depuis 21 ans, l'Association des administrations portuaires, l'Association des organisations africaines de la promotion commerciale non gouvernementales depuis dix quatre et trois ans, respectivement.

a) Association des organisations africaines de commerce

La AOA a été créée en vue de promouvoir l'harmonisation des échanges entre pays africains, de faciliter les activités commerciales menées au cours de la période 1960-1965.

Elle a pour but de fournir l'information aux membres du commerce, destinée à informer les États membres sur les activités commerciales et techniques entre pays africains. Les membres de ce bulletin ont été payés.

Elle a l'intention d'une revue économique sur chacun des États membres, intitulée "Perspectives du commerce africain". Cette publication est destinée à fournir aux hommes d'affaires et aux fonctionnaires des références appropriées sur la promotion du commerce. Il y a déjà eu des numéros consacrés au Maroc, au Swaziland, à la Zambie, à la Tunisie et il y en a en cours sur le Zaïre;

c) Publication de deux répertoires sur les institutions de promotion du commerce et les organisations commerciales d'Etat dans les pays africains;

d) Organisation, en coopération avec d'autres institutions internationales, d'un séminaire sur la promotion du commerce par l'intermédiaire des organisations commerciales d'Etat; les gérants de sociétés d'import-export appartenant à l'Etat ont participé au séminaire;

e) Organisation en collaboration avec la CEA d'un séminaire des chefs de centres de promotion commerciale, en vue de coordonner les activités des centres africains de promotion commerciale et les amener à revoir leurs objectifs dans le cadre du Plan d'action de Lagos;

f) Un colloque à l'intention des présidents et secrétaires généraux des chambres de commerce africaines en coopération avec la CEA, sur le thème "Chambres de commerce en tant que moyens de développer les échanges entre pays africains;

g) L'Association a apporté son concours au Service d'information commerciale et à l'organisation du colloque sur les échanges entre pays africains au cours de la troisième foire commerciale africaine de Khartoum (Soudan);

h) L'Association a également collaboré à l'étude sur le développement du commerce effectuée par le MULPOC de l'Afrique du Nord et parrainée par la CEA.

B. Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)^{1/}

C. Organisation interafricaine du café

Au cours de la période 1980/1981, l'Organisation interafricaine du café a:

- a) participé aux réunions de l'Organisation internationale du café (OIC);
- b) tenu un séminaire sur la rationalisation de la production du café;
- c) organisé des réunions du Comité de coordination des ventes;
- d) fourni une assistance aux Etats membres;
- e) obtenu le statut d'observateur auprès de l'OUA et de la CEA.

^{1/} Voir III D.

D. Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest
et du Centre

Cette Association qui a été créée pour améliorer et harmoniser les opérations portuaires et l'administration des transports maritimes en vue d'assurer une rotation rapide des navires et de réduire les coûts globaux au cours de la période considérée, effectue les activités indiquées ci-après:

- a) Introduction d'un système uniforme de statistiques portuaires et d'indicateurs de performance dans les ports membres de l'Association;
- b) Étude sur des opérations de dragage combinés et des appels d'offre communs;
- c) Étude sur l'harmonisation des systèmes de balisage conformément au nouveau système de l'"International Association of Lighthouse Authorities" appelé "Rede de Port";

d) Étude des coûts des transports maritimes et de l'utilisation des cargaisons;

e) Travaux préparatoires pour l'établissement d'un Fonds d'affectation spécial des ports qui fournirait une assistance aux ports des pays les moins avancés membres de l'Association.

E. Association de la route trans-africaine

1. Activités effectuées durant 1980-1981

L'Association s'est essentiellement consacrée à des problèmes d'organisation et a accompli les activités indiquées ci-dessous:

- a) Mise en place et renforcement du secrétariat de l'Association;
- b) Organisation de consultations avec le SMO et le Gouvernement belge pour la mobilisation de ressources; et

c) Étude de la route trans-africaine à l'exportation.

2. Observations

Il est à noter que la plupart des institutions existantes créées par les gouvernements résident dans le peu d'emprisonnement des États membres et ne sont pas coordonnées, ce qui a entraîné une inefficacité sur le bon fonctionnement de ces institutions.